

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège Social : 6 Place Jeanne d'Arc – BP 40535 - 31005 TOULOUSE CEDEX 6
776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2011

**Présenté au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole
Mutuel Toulouse 31 en date du 22 juillet 2011**

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés intermédiaire résumés au 30 juin 2011	20
Déclaration personnes physiques au 30 juin 2011	51
Rapport des Commissaires aux Comptes au 30 juin 2011	53

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

AU 30 JUIN 2011

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Présentation des Etats Financiers

1.1. Changements de principes et de méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers. Aucun changement de méthodes comptables n'a été appliqué au 1^{er} semestre 2011.

1.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est identique à celui du 31 décembre 2010. Le détail du périmètre de consolidation est présenté dans la note 10 de l'annexe aux états financiers.

2. Résultats consolidés

2.1. Environnement économique et financier

2.1.1. La croissance en France

La croissance en France a accéléré au premier trimestre 2011. La consommation intérieure et les investissements des entreprises ont permis à l'économie française de croître de 0,9% sur le trimestre et de 2,20% en glissement annuel. Le taux de chômage reste stable à 9,2% et l'inflation ressort en hausse de 0,1% sur le mois de juin et de 2,1% en glissement annuel.

Malgré un bon premier trimestre, la croissance devrait s'affaiblir sur le deuxième semestre et s'établir autour de 2% pour l'année 2011.

2.1.2. L'évolution des taux d'intérêt

Après un premier relèvement de taux de 0,25% en avril 2011, la BCE a porté ses taux directeurs à 1,50% en juillet 2011. Même si la croissance est relativement faible, elle reste solide et la hausse de l'inflation, principalement sous l'effet de la hausse des prix des matières premières, justifie ces deux hausses de 0,25% en trois mois.

Parallèlement, la BCE maintient ses mesures d'accès à la liquidité dans un contexte de crise de la dette souveraine qui prend de plus en plus d'ampleur.

Le taux d'emprunt d'Etat à 10 ans de la France, après avoir touché un point haut de 3,80% début avril, a retrouvé début juillet ses niveaux de début d'année à 3,35%.

2.1.3. L'évolution des marchés boursiers

Après deux premiers mois d'euphorie liée aux anticipations de hausse de croissance, les marchés actions ont fini par plier sous le coût des catastrophes japonaises, des mouvements populaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, du retour des incertitudes sur la croissance notamment américaine et de la crise de la dette qui a depuis touché l'Espagne et l'Italie.

A fin juin, l'incertitude et le manque de visibilité sont toujours présents et les marchés actions sont hésitants (proche de leur niveau de début d'année).

2.2. Activité et faits marquants du 1^{er} semestre 2011

2.2.1. Faits marquants du 1^{er} semestre 2011

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est au rendez vous de ses objectifs ambitieux sur ce 1^{er} semestre 2011 avec :

- une conquête accélérée sur la clientèle des particuliers par rapport au 1^{er} semestre 2010. 4 400 clients supplémentaires l'ont rejointe depuis le début de l'année dont près de 1 700 jeunes. Elle s'est démarquée en allant à la rencontre des bacheliers et des étudiants en cette fin d'année scolaire pour faciliter la prise de contact et les échanges ;
- un développement de ses produits d'épargne grâce à l'ouverture de 31 500 nouveaux livrets, de 7 300 contrats d'assurance vie, de 6 800 PEL et un accroissement annuel du niveau de ses encours de collecte de près de 390 millions d'euros ;
- une évolution de 26% de ses réalisations sur le marché de l'habitat par rapport au premier semestre 2010 soit 313 millions d'euros de crédits distribués ;
- la participation à l'élan économique du département et la distribution de 222 millions d'euros en faveur des professionnels locaux ;
- le dynamisme de ses activités immobilières sur un marché toujours tonique en ce début d'année 2011 ;
- des temps forts spécialement dédiés à la commercialisation de sa gamme d'assurance au travers de vente flash sur sa vitrine Internet et des « vendredis de l'assurance ». Ces animations, couplées à la mobilisation de l'ensemble de ses réseaux et à la compétitivité de ses offres, lui ont permis de faire progresser son portefeuille de 12,8%.

2.2.2. Activité du 1^{er} semestre 2011

Le fonds de commerce

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la croissance du fonds de commerce s'accélère avec un accroissement de 4 900 clients et 3 900 Dépôts à Vue.

La collecte

La croissance de l'encours de collecte s'est poursuivie sur le 1^{er} semestre 2011 avec un encours qui atteint 10 021 millions d'euros, en progression de 4,0% sur un an.

Les dépôts à vue

Les dépôts à vue représentent 1 679 millions d'euros de collecte en progression de 3,6% sur un an et 59 millions d'euros de flux.

La collecte bancaire à court terme

La collecte bancaire à court terme représente un encours de 2 083 millions d'euros, en hausse de 8,1% sur un an. Cette augmentation est essentiellement réalisée par les Livrets avec un flux de collecte cumulé de 156 millions d'euros sur un an et de près de 81 millions d'euros depuis le début de l'année 2011.

La collecte bancaire à moyen et long terme

La collecte bancaire à moyen et long terme représente un encours de 2 028 millions d'euros, en hausse de 4,5% sur un an. Cette augmentation est essentiellement réalisée par les PEL et les dépôts à terme avec un flux de collecte de près de 93 millions d'euros depuis le début de l'année 2011.

La collecte tierce

Les encours d'épargne assurance-vie progressent de +4,8% sur un an et atteignent 2 701 millions d'euros.

En intégrant les emprunts obligataires et les actions, le compartiment de collecte tierce atteint 4 206 millions d'euros en progression de 2,0%.

Les crédits par marché

Les réalisations crédits s'établissent sur le 1^{er} semestre à 636 millions d'euros en progression de 17,5% sur un an.

L'encours global de crédit poursuit sa progression à +4,2% par rapport au 30 juin 2010 pour atteindre 6 198 millions d'euros à fin juin 2011.

Les particuliers

Le financement de l'habitat a été le principal contributeur de l'activité crédit avec 313 millions d'euros réalisé sur le 1^{er} semestre soit une progression annuelle de 26%. L'encours affiche une croissance de 6,3% à 3 651 millions d'euros.

La production de crédit consommation amortissable est en baisse de 11,3% en lien avec une baisse de la demande nationale.

Les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités

La production de crédit d'équipement sur le 1^{er} semestre 2011 est toujours de bon niveau avec 273 millions d'euros, soit une progression de 14,9% et un encours à fin juin 2011 de 1 771 millions d'euros en progression de 1,2%.

Les produits et services

Le premier semestre 2011 a été marqué par la forte progression des assurances IARD et Prévoyance avec une progression du portefeuille de 12,8% sur un an ce qui porte le nombre de contrats à 144 160 à fin juin 2011.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 enregistre toujours de belles performances sur la distribution des produits et services avec un parc de cartes qui progresse de 3,0% sur un an et de 2,7% sur les comptes services.

2.3. Compte de résultats consolidés

Le produit net bancaire

Le produit net bancaire atteint 132,9 millions d'euros en baisse de 5,3% par rapport au 30 juin 2010.

Les intérêts et produits assimilés s'élèvent à 160,7 millions d'euros contre 146,4 millions d'euros au 30 juin 2010 soit une progression de 9,8%. Ils sont constitués pour l'essentiel par les intérêts sur les crédits à la clientèle dont les encours ont progressé sur la période de 4,2% .

Les intérêts et charges assimilés à 93,3 millions d'euros sont en hausse de 16,6%. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du niveau de refinancement des prêts à la clientèle.

Les produits des commissions passent de 71,6 millions d'euros à 67,7 millions d'euros au 30 juin 2011 soit une baisse de 5,4%. Ils englobent les commissions sur épargne, les produits d'assurance décès et invalidité, les produits d'assurance IARD et les ventes de services à la clientèle. Cette baisse reflète une baisse des marges unitaires, issue des mesures imposées par les pouvoirs publics (conséquence du rapport Pauget - Constans, traitement spécifique des clientèles fragiles, etc.).

Les commissions versées représentent 9,1 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 8,6 millions d'euros au 30 juin 2010 soit une progression de 5,6%. Il s'agit essentiellement des charges sur les produits d'épargne et sur les moyens de paiement.

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ressortent à 9,8 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 10,1 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette stabilité provient essentiellement d'une externalisation de plus values sur le portefeuille de placement au 1^{er} semestre 2011.

Le poste des autres produits d'exploitation bancaire s'élève 1,1 million d'euros contre 1,4 million d'euros au 30 juin 2010 et le poste des autres charges d'exploitation bancaire ressort à 2,0 millions euros au 30 juin 2011 (1 million d'euros pour le 30 juin 2010).

Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont en progression de 9,4%, soit +5,6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2010, traduisant les impacts du projet informatique national NICE et du renforcement des équipes commerciales sur la fin de l'année 2010, afin d'accompagner le développement démographique du département.

Le coefficient d'exploitation s'établit à 50,7% contre 44,1% au 30 juin 2010.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 65,6 millions d'euros soit une baisse de 16,3% par rapport au 30 juin 2010.

Le coût du risque

Le coût du risque est en dotation nette de 17 millions d'euros contre 25,5 millions d'euros au 30 juin 2010 soit une baisse de 33%, traduisant le reflux des défauts sur les crédits aux professionnels et aux entreprises.

Le Résultat Net consolidé

L'impôt sur les bénéfices est en baisse de 5,6% par rapport au 30 juin 2010 et s'établit à 12,6 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le Résultat Net consolidé du 1^{er} semestre 2011 s'élève à 36,5 millions d'euros.

3. Structure financière

3.1. Les fonds propres consolidés

Les capitaux propres, ainsi que leur évolution, sont présentés dans les « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 ».

3.2. Les ratios prudentiels

Le ratio Bâle II passe de 14,58 % au 31 décembre 2010 à 15,04% au 30 juin 2011 (sous réserve d'approbation de l'organe central), par la progression des fonds propres, liée à la mise en réserves du résultat 2010.

Le ratio de liquidité réglementaire à un mois évolue de 132% au 31 décembre 2010 à 152% au 30 juin 2011 (cf. note 4.3.3 ci-dessous).

3.3. Activités des filiales et participations

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.2 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 ».

4. Gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2010, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Les principales catégories de risques auxquelles la Caisse régionale est exposée sont : les risques de crédit, les risques de marché, les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

Les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2011 sont présentées ci-dessous.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2011. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

4.1. Risque Crédit

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2010, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques.

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

4.1.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

L'actualisation de la « politique de développement maîtrisé du crédit » applicable en 2011 a été validée par le Conseil d'Administration en décembre 2010.

Gestion du risque

Au cours du semestre, la Caisse Régionale a poursuivi le renforcement et le suivi de ses risques de crédit (formation, nouveaux outils, pilotage, revues de portefeuilles, contrôles...) tant dans les réseaux commerciaux que dans les services du siège concernés.

Exposition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	6 935	9 808
Instruments dérivés de couverture	25 102	27 080
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	450 407	404 492
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	8 608	7 472
Prêts et créances sur la clientèle	6 065 847	6 014 534
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	42 893	46 756
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)	6 599 792	6 510 142
Engagements de financement donnés	870 879	738 201
Engagements de garantie financière donnés	203 161	196 720
Provisions - Engagements par signature	-8 486	-9 804
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 065 554	925 117
TOTAL Exposition nette	7 665 346	7 435 259

Concentration

Le portefeuille ventilé dans les tableaux ci-après correspond aux engagements commerciaux : Prêts et créances sur les établissements de crédit, hors opérations internes + Prêts et créances sur la clientèle.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	616 407				616 407
Institutions non établissements de crédit	569 025	2 002	1 883		567 142
Grandes entreprises	979 984	64 234	52 473	30 150	897 361
Clientèle de détail	4 705 219	120 677	88 854	44 206	4 572 159
Total *	6 870 635	186 913	143 210	74 356	6 653 069
Créances rattachées nettes					40 060
Valeurs au bilan					6 693 129

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18,725 millions d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	628 466				628 466
Institutions non établissements de crédit	484 114	2 008	1 398		482 716
Grandes entreprises	1 023 240	55 973	43 799	38 653	940 788
Clientèle de détail	4 684 334	125 756	95 219	24 359	4 564 756
Total *	6 820 154	183 737	140 416	63 012	6 616 726
Créances rattachées nettes					26 274
Valeurs au bilan					6 643 000

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,6 millions d'euros

Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-58 584	-152 934	-126 866
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-629	-2 137	0
Prêts et créances	-54 415	-129 733	-114 029
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			0
Autres actifs	-73	-248	0
Engagements par signature	-3 405	-18 769	-11 056
Risques et charges	-62	-2 047	-1 781
Reprises de provisions et de dépréciations	41 396	114 503	101 276
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	409	409
Prêts et créances	36 413	101 920	94 326
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			0
Autres actifs	134		
Engagements par signature	4 723	11 532	6 374
Risques et charges	126	642	167
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-17 188	-38 431	-25 590
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	0	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-101	-157	-51
Récupérations sur prêts et créances amortis	348	369	231
Décotes sur crédits restructurés	-17	-24	-1
Pertes sur engagements par signature	-60	-24	0
Autres pertes			-166
Coût du risque	-17 018	-38 267	-25 577

L'accroissement de la provision collective est lié à un durcissement des paramètres de défaut, en cohérence avec les politiques du Groupe Crédit Agricole.

L'évolution reflète une évolution favorable des situations douteuses et litigieuses, associée à la volonté de la Caisse régionale de conserver un niveau élevé de provisionnement de ses créances douteuses (76,6%).

Par ailleurs, la dotation de provisionnement collectif sur encours sains est de 11,4 M€ contre 1,6M€ au 30 juin 2010.

4.1.2. Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre 2011

Au 2^{ème} semestre, les risques de crédit devraient évoluer à un rythme équivalent au 1^{er} semestre.

4.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;

- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

4.2.1. Principales évolutions

Objectifs et politique

La politique de placement des excédents de fonds Propres a été redéfinie en 2010 et sa mise en œuvre se prolonge en 2011, par la poursuite de la construction d'un portefeuille à moyen long terme et d'un portefeuille à court terme.

Gestion du risque

Dans le cadre de cette politique, les dispositions en matière d'encadrement du risque de marché décidées en 2010 sont maintenues.

La gestion du risque est déclinée en limites et en seuils d'alerte :

Les limites :

Une limite basée sur le stress scénario

Une limite basée sur la Var (99% à horizon 1 an)

Une limite de perte maximale pour les allocations risquées

Les seuils d'alerte :

Un seuil d'alerte sur la perte maximale pour les allocations risquées

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille global

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le portefeuille Moyen-Long-Terme

Un seuil d'alerte sur le PNB généré sur le Portefeuille Court-Terme

Un seuil d'alerte sur la variation du marché action

Un seuil d'alerte sur la variation des taux longs.

Le suivi de ce dispositif est réalisé quotidiennement.

Principales évolutions en terme d'exposition :

Allocation	Exposition 30/06/11 (après couverture)	Exposition 31/12/10 (après couverture)
Monétaire	42,70% (44,71%)	46,56% (49,90%)
Obligations	41,30% (38,66%)	38,71% (35,94%)
Actions	6,06%	5,75% (5,18%)
Alternatifs et autres	11,64%	8,97%
Total	516,85 M€	492,41 M€
VAR 1 an 95% (PNB M€) (*)	-5,2	-6,6
VAR 1 an 99% (PNB M€) (*)	-14,3	-14,8

(*) *Rentabilité pessimiste cumulée sur 1 an.*

Les couvertures Actions et Obligations sont réalisées par des opérations sur instruments dérivés (marchés à terme).

4.2.2. Perspectives d'évolution pour le second semestre 2011

La Caisse Régionale de Toulouse31 reste vigilante compte tenu d'une volatilité des marchés particulièrement élevée.

4.3. Gestion de bilan

4.3.1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A., et donc la Caisse Régionale utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux. Le Gap (ou impasse de taux) mesure la différence entre les actifs à taux fixe et les passifs à taux fixe sur la base de l'écoulement des encours du bilan sans activité nouvelle.

Principales évolutions

La politique de gestion est décidée tous les trimestres par le Comité de Gestion Financière et les limites de risque sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration (limites 2011 fixées par le Conseil d'Administration du 25-02-2011).

La politique générale de gestion du risque de taux, vise à mener une gestion maîtrisée des Gaps sur les 10 premières années, puis à les contenir pour les durées plus longues.

La Caisse Régionale a modifié en 2011 son système de limite d'encadrement du risque de taux.

Le risque est dorénavant encadré par deux types de limites :

- Limite « VAN » : Une limite exprimée comme un impact maximum en valeur actuelle nette pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.
- Limite de « GAPS » : Des limites sur les gaps permettant d'éviter une trop forte concentration de risque sur certaines maturités.

Gestion du risque

L'analyse du risque de taux est produite mensuellement, et présentée chaque trimestre au Comité de Gestion Financière qui établit les orientations de gestion pour le trimestre à venir.

La couverture des Gaps est effectuée par des swaps.

Exposition

Dans le contexte économique et financier actuel, la CR maintient sa politique de faible exposition à l'évolution des taux.

La Caisse Régionale est faiblement exposée à la variation des taux sur les 10 premières années (gaps compris entre -100 M€ et +70 M€).

Perspectives d'évolution pour le second semestre

Eu égard à l'environnement économique et aux conditions financières actuelles, la Caisse Régionale poursuivra sa politique prudente de gestion du risque de taux.

4.3.2. Risque de change

La Caisse Régionale n'est pas exposée au risque de change.

4.3.3. Risque de liquidité et de financement

La Caisse Régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise en cas par exemple de retraits massifs des dépôts de la clientèle, d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires et monétaires). La gestion du risque de liquidité se traduit par : la mesure de ce risque au travers de l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés, ce qui permet de mettre en évidence les exigibilités à différentes échéances ; une politique d'adossement des ressources à des actifs liquides.

Principales évolutions

Les objectifs de gestion du risque de liquidité :

La gestion du risque de liquidité doit répondre tout d'abord au maintien d'un ratio réglementaire sur des niveaux supérieurs au minimum de 100% requis dans le nouveau « ratio standard ».

L'objectif vise également à assurer la sécurité de la Caisse Régionale en ce qui concerne le risque d'illiquidité, en répondant aux normes fixées pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole, tout en veillant à minimiser le coût induit par le risque de liquidité.

Le dispositif repose sur :

- une limite de liquidité à Court Terme (horizon 12 mois),
- une surveillance des risques au travers de stress scénarii,
- une limite pour les Gaps de liquidité à long terme,
- la surveillance d'indicateurs d'équilibre de liquidité : le ratio Collecte/Crédit et le taux de refinancement à court terme des Crédits.

Gestion du risque

La Caisse Régionale a poursuivi sa politique de gestion du ratio standard de liquidité, en s'assurant de conserver en permanence une marge de sécurité suffisante sur ce ratio.

D'autre part, elle poursuit la gestion de l'optimisation du refinancement dans le respect des limites court terme (règles définies par Casa dans le cadre de l'organisation des relations internes concernant le risque de liquidité), et de l'encadrement des refinancements à long terme, notamment la gestion concernant la concentration des échéances.

Exposition

Ratio standard au 30-06-2011 : 152% (ratio au 31-12-2010 : 132%)

La Caisse Régionale n'a aucune tombée d'échéance à moyen long terme dépassant les limites imposées au sein du groupe.

Les scénarii de stress de liquidité appliqués aux refinancements et à leurs structures ne montrent aucun signe de faiblesse, ni en terme de volume, ni en terme de coût.

Le déficit Collecte / Crédit s'est réduit sur le premier semestre 2011.

Perspectives d'évolution et incertitudes pour le second semestre

La Caisse Régionale maintiendra ses efforts pour maîtriser, réduire le déficit de liquidité et en minimiser le coût.

Politique de couverture

- *Principales évolutions en termes de politique et objectifs de couverture des risques financiers (couverture de juste valeur et couverture des flux de trésorerie)*

La politique de couverture du risque de taux est inchangée sur le premier semestre 2011. La Caisse Régionale réalise des opérations de couverture par instruments financiers (swap) en couverture de juste valeur ou bien de flux de trésorerie, afin d'assurer la maîtrise du risque.

- *Perspectives d'évolution pour le second semestre*

Aucune évolution significative de la politique de couverture n'est prévue sur le second semestre 2011.

4.4. Risques opérationnels

Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions et/ou actions

Au cours du 1^{er} semestre, la Caisse Régionale a effectué une actualisation complète de sa cartographie de risques opérationnels et des scénarii majeurs liés à ces risques, conformément aux recommandations du Groupe crédit Agricole, sans incidence sur les provisions déjà constituées au 31 décembre 2010.

5. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est décrit au sein du rapport 2010 du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des porteurs de parts sociales sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

5.1. Le contrôle permanent

Au 1^{er} semestre la Caisse Régionale a poursuivi l'adaptation de son dispositif de contrôle permanent afin de satisfaire aux nécessités de suivi de l'évolution des risques identifiés ci avant.

5.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité

Le début du semestre a vu la fin du chantier de numérisation de l'ensemble des dossiers clients en stock dans les agences. Ensuite, la Caisse Régionale a pu poursuivre la mise en conformité de ces dossiers.

5.3. Le contrôle périodique

Le Département du contrôle périodique est indépendant des unités opérationnelles. Ses missions conduites visent à s'assurer de la conformité des opérations, du respect de la réglementation et des procédures internes et de la maîtrise et du niveau effectivement encouru des risques (identification, enregistrement, encadrement, couverture). Elles ont également pour objectif de porter un diagnostic sur les dispositifs de contrôles visés à l'article 6 alinéa a) du règlement CRBF 97-02 modifié, ainsi que de ceux permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières de gestion et d'exploitation des domaines audités.

Les contrôles effectués par le Département du contrôle périodique au cours du 1^{er} semestre 2011 se sont inscrits dans le cadre du plan d'audit annuel déterminé en fonction des critères et méthodologies définis par l'Inspection générale de Crédit Agricole SA et validé par la Direction Générale.

Le guide d'audit des agences de proximité, développé en interne, est régulièrement actualisé, afin d'intégrer notamment des évolutions réglementaires et/ou de nouvelles zones de risques identifiées.

Afin de répondre aux exigences du CRBF 97-02 modifié par l'arrêté du 14 janvier 2009 (Cf. article 9-1), le dispositif de suivi contrôlé des demandes d'actions correctives issues des missions d'audit est intégré au plan de charge 2011.

Au titre du 1^{er} semestre 2011, le Département du Contrôle Périodique a engagé 18 missions d'audit (5 sur le siège, 12 au sein des réseaux et 1 mission de suivi contrôlé).

6. Transactions avec les parties liées

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées dans la note 2.2 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 ».

7. Tendances récentes et perspectives

Les performances commerciales, la rentabilité, et la solidité financière, avec un ratio de solvabilité Bâle II de 15,04%, confirment la pertinence des axes de développement du Crédit Agricole Toulouse 31.

D'ici fin 2011, le Produit Net Bancaire devrait poursuivre son redressement et le rythme de progression des charges d'exploitation constaté à fin juin est attendu en net ralentissement.

Le rythme élevé de croissance de la collecte bilantielle sur la période permet à la Caisse Régionale de maintenir ses ambitions en matière de financement des particuliers et des professionnels de son territoire.

Pour ce faire, Crédit Agricole Toulouse 31 s'appuiera sur son nouveau modèle de distribution, au plus près des attentes de ses clientèles de proximité sur l'ensemble de la Haute-Garonne.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2011

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale de Crédit
Agricole Mutuel Toulouse 31 en date du 22 juillet 2011**

SOMMAIRE

CADRE GENERAL	22
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	23
COMPTE DE RESULTAT	23
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	24
BILAN ACTIF	25
BILAN PASSIF	26
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	27
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	28
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	29
1 <i>Principes et méthodes applicables dans le groupe</i>	<i>29</i>
2 <i>Périmètre de consolidation – Parties liées</i>	<i>31</i>
2.1. <i>Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice</i>	<i>31</i>
2.2. <i>Parties liées</i>	<i>31</i>
3 <i>Notes relatives au compte de résultat</i>	<i>32</i>
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i>	<i>32</i>
3.2. <i>Commission nettes</i>	<i>32</i>
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	<i>33</i>
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>35</i>
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i>	<i>35</i>
3.6. <i>Charges générales d'exploitation</i>	<i>35</i>
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>36</i>
3.8. <i>Coût du risque</i>	<i>36</i>
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	<i>37</i>
3.10. <i>Impôts</i>	<i>37</i>
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>38</i>
4. <i>Informations sectorielles</i>	<i>39</i>
5. <i>Notes relatives au bilan</i>	<i>39</i>
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	<i>39</i>
5.2. <i>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>40</i>
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i>	<i>40</i>
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i>	<i>42</i>
5.5. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	<i>43</i>
5.6. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i>	<i>44</i>
5.7. <i>Immeubles de placement</i>	<i>44</i>
5.8. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i>	<i>45</i>
5.9. <i>Provisions</i>	<i>45</i>
5.10. <i>Capitaux propres</i>	<i>47</i>
6. <i>Engagements de financement et de garantie</i>	<i>48</i>
7. <i>Reclassement d'instruments financiers</i>	<i>48</i>
8. <i>Juste valeur des instruments financiers</i>	<i>49</i>
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i>	<i>49</i>
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i>	<i>49</i>
9. <i>Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire</i>	<i>50</i>
10. <i>Périmètre de consolidation au 30 juin 2011</i>	<i>50</i>

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé au 6, place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse et elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 776 916 207, code APE 6419 Z.

La cotation des certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 s'effectue sur Eurolist Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/11	31/12/10	30/06/10
Intérêts et produits assimilés	3.1	160 693	296 538	146 423
Intérêts et charges assimilées	3.1	-93 278	-165 883	-79 993
Commissions (produits)	3.2	67 750	135 986	71 651
Commissions (charges)	3.2	-9 110	-16 677	-8 628
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-2 167	2 574	374
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	9 836	10 695	10 059
Produits des autres activités	3.5	1 163	4 456	1 360
Charges des autres activités	3.5	-1 994	-5 744	-959
PRODUIT NET BANCAIRE		132 893	261 945	140 287
Charges générales d'exploitation	3.6	-64 825	-122 509	-59 244
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-2 510	-5 658	-2 670
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		65 558	133 778	78 373
Coût du risque	3.8	-17 018	-38 267	-25 577
RESULTAT D'EXPLOITATION		48 540	95 511	52 796
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	581	122	110
RESULTAT AVANT IMPOT		49 121	95 633	52 906
Impôts sur les bénéfices	3.10	-12 635	-28 444	-13 421
RESULTAT NET		36 486	67 189	39 485
Intérêts minoritaires		2	0	0
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		36 484	67 189	39 485

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Résultat net part du groupe		36 484	67 189	39 485
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		146	(3 552)	(5 123)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		(15)	1 247	(225)
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi			(126)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		131	(2 431)	(5 348)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3,11	131	(2 431)	(5 348)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		36 615	64 758	34 137
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires			-	
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		36 615	64 758	34 137

Les montants sont présentés net d'impôts.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Caisse, banques centrales		82 691	69 972
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	6 935	9 808
Instruments dérivés de couverture		25 102	27 080
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	789 496	744 472
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	627 282	628 466
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	6 065 847	6 014 534
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		22 989	38 894
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		42 893	46 756
Actifs d'impôts courants et différés		37 587	48 690
Comptes de régularisation et actifs divers		138 143	104 844
Immeubles de placement	5.7	3 225	3 283
Immobilisations corporelles	5.8	39 043	39 376
Immobilisations incorporelles	5.8	4 048	4 066
Ecarts d'acquisition	2.2		
TOTAL DE L'ACTIF		7 885 281	7 780 241

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	5 050	5 139
Instruments dérivés de couverture		48 639	60 450
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	4 071 662	3 838 591
Dettes envers la clientèle	5.5	2 376 501	2 361 486
Dettes représentées par un titre	5.6	250 384	380 971
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		18 103	20 292
Passifs d'impôts courants et différés		0	27 988
Comptes de régularisation et passifs divers		105 137	99 486
Provisions	5.9	31 933	31 532
Dettes subordonnées	5.6	25 807	30 407
TOTAL DETTES		6 933 216	6 856 342
CAPITAUX PROPRES		952 065	923 899
Capitaux propres - part du Groupe		951 916	923 751
Capital et réserves liées		290 428	286 370
Réserves consolidées		619 087	564 406
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		5 917	5 786
Résultat de l'exercice		36 484	67 189
Intérêts minoritaires		149	148
TOTAL DU PASSIF		7 885 281	7 780 241

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 1er janvier 2010	136 742	140 370	-2 551	576 175	8 218	0	858 983	140	859 123
Augmentation de capital	12 872						12 872		12 872
Variation des titres auto détenus			-609				-609		-609
Dividendes versés au 1er semestre 2010				-11 988			-11 988		-11 988
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>	<i>12 872</i>	<i>0</i>	<i>-609</i>	<i>-11 988</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>275</i>	<i>0</i>	<i>275</i>
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-5 348</i>	<i>0</i>	<i>-5 348</i>	<i>0</i>	<i>-5 348</i>
Résultat du 1er semestre 2010				0		39 485	39 485		39 485
Autres variations				189			189	11	200
Capitaux propres au 30 juin 2010	149 614	140 370	-3 160	564 376	2 870	39 485	893 584	151	893 735
Augmentation de capital	-206						-206		-206
Variation des titres auto détenus	-246	-631	629				-248		-248
Dividendes versés au 2ème semestre 2010							0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>	<i>-452</i>	<i>-631</i>	<i>629</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-454</i>	<i>0</i>	<i>-454</i>
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 917</i>	<i>0</i>	<i>2 917</i>	<i>0</i>	<i>2 917</i>
Résultat du 2ème semestre 2010						27 704	27 704		27 704
Autres variations							0	-3	-3
Capitaux propres au 31 décembre 2010	149 162	139 739	-2 531	564 376	5 787	67 189	923 751	148	923 899
Affectation du résultat 2010				67 189		-67 189	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2011	149 162	139 739	-2 531	631 565	5 787	0	923 751	148	923 899
Augmentation de capital	3 994						3 994		3 994
Variation des titres auto détenus			64				64		64
Dividendes versés au 1er semestre 2011				-12 509			-12 509		-12 509
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>	<i>3 994</i>	<i>0</i>	<i>64</i>	<i>-12 509</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-8 451</i>	<i>0</i>	<i>-8 451</i>
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>131</i>	<i>0</i>	<i>131</i>	<i>0</i>	<i>131</i>
Résultat au 30/06/2011				0		36 484	36 484	1	36 485
Autres variations				1			1		1
Capitaux propres au 30 juin 2011	153 156	139 739	-2 467	619 057	5 918	36 484	951 916	149	952 065

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	2010
Résultat avant impôts	49 248	52 452	95 852
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 568	2 729	5 776
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	16 790	26 302	38 448
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0	
Résultat net des activités d'investissement	-581	-110	-122
Résultat net des activités de financement	684	974	1 678
Autres mouvements	12	-60 291	
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	19 473	-30 396	45 780
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	235 123	112 763	120 225
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-52 322	-77 622	-150 245
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-159 213	9 757	-63 197
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-30 222	-19 626	14 349
Impôts versés	-29 028	-27 010	-28 547
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-35 662	-1 738	-107 415
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	33 059	20 318	34 217
Flux liés aux participations	-1 385	57	-781
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 577	-1 875	-5 425
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-2 962	-1 818	-6 206
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	-8 514	900	698
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)	-5 284	-10 855	-11 962
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-13 798	-9 955	-11 264
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	16 299	8 545	16 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	39 358	22 611	22 611
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	69 933	75 284	75 284
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-30 575	-52 673	-52 673
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	55 657	31 156	39 358
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	82 665	67 658	69 933
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-27 008	-36 502	-30 575
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	16 299	8 545	16 747

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 à ses actionnaires, à hauteur de 12 508 K€ pour le premier semestre 2011

(2) au cours du premier semestre 2011, remboursement de dettes subordonnées pour 5 M€.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010. Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions.	23 décembre 2009 (UE n°1293/2009)	1er janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants.	30 juin 2010 (UE n°574/2010)	1er janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat.	19 juillet 2010 (UE 632/2010)	1er janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies.	19 juillet 2010 (UE 633/2010)	1er janvier 2011

Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1er janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n°662/2010)	1er janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13	18 février 2011 UE n°149/2011	1er janvier 2011

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

2.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.2 Parties liées

Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités ayant une influence notable sur l'entreprise, les entités soumises à l'influence notable de l'entreprise, les entités assurant les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel salariés ou à celui d'une de ses parties liées.

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1^{er} semestre 2011 :

Les Caisses Locales ont perçu principalement de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 :

- 1,1 millions d'euros au titre des revenus des parts sociales,
- 1,5 millions d'euros au titre des intérêts des comptes courants bloqués,
- 0,4 millions d'euros au titre des commissions d'octroi de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a procédé au cours du 1^{er} semestre 2011 à des opérations de financement des fonds dédiés Toulouse 31 Court Terme et Toulouse 31 obligations pour respectivement 20 M€ et 10 M€ ainsi qu'à une externalisation de plus value sur les fonds Ozenne Institutionnels et Force Toulouse Diversifié.

La SAS Rue La Boétie a accepté le paiement en actions du dividende 2010 de Crédit Agricole SA. Dans ce contexte, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a consenti à la SAS une avance en compte courant de 9.2 M€, qui a permis de financer le versement à la Caisse Régionale d'un acompte sur dividende sur le 1^{er} semestre 2011 de 9.1 M€.

Au 30 juin 2011, l'encours total des avances en compte courant consenties à la SAS Rue La Boétie s'élève à 68 M€.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 193	3 448	1 538
Sur opérations internes au Crédit Agricole	10 412	20 816	10 823
Sur opérations avec la clientèle	126 582	246 408	123 131
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 862	4 507	2 275
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 027	2 339	1 258
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	17 617	19 020	7 398
Produits d'intérêts (1) (2)	160 693	296 538	146 423
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 325	-2 881	-1 273
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-45 685	-90 020	-44 323
Sur opérations avec la clientèle	-13 458	-26 702	-13 504
Sur dettes représentées par un titre	-2 067	-3 215	-1 559
Sur dettes subordonnées	-684	-1 678	-974
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-28 464	-39 870	-17 477
Autres intérêts et charges assimilées	-595	-1 517	-883
Charges d'intérêts	-93 278	-165 883	-79 993

(1) dont 5 005 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement (total PCCO 707090 et 705190) au 30 juin 2011 contre 9 508 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 4 593 milliers d'euros au 30 juin

(2) dont 2 287 milliers d'euros au 30 juin 2011 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 604 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 1 902 milliers d'euros au 30 juin 2010

3.2. Commission nettes

(en milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 319	-1	1 318	371	-2	369	1 009	-422	587
Sur opérations internes au Crédit Agricole	13 492	-3 885	9 607	31 507	-7 146	24 361	16 635	-3 750	12 885
Sur opérations avec la clientèle	14 268	-301	13 967	27 629	-575	27 054	13 904	-273	13 631
Sur opérations sur titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur opérations de change	54	0	54	111	0	111	52	0	52
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	2 554	-702	1 852	5 381	-729	4 652	3 284	-340	2 944
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	34 913	-4 187	30 726	68 444	-8 198	60 246	35 459	-3 843	31 616
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 150	-34	1 116	2 543	-27	2 516	1 308		1 308
Produits nets des commissions	67 750	-9 110	58 640	135 986	-16 677	119 309	71 651	-8 628	63 023

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-1 069	111	-1 058
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-1 116	1 438	1 386
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	83	379	154
Résultat de la comptabilité de couverture	-65	646	-108
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-2 167	2 574	374

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	11 591	11 656	-65
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	4 342	7 314	-2 972
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	7 249	4 342	2 907
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	118 342	118 342	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	52 313	66 029	-13 716
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	66 029	52 313	13 716
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	129 933	129 998	-65

Etat Pyramide 00RCA04410

(en milliers d'euros)	31/12/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	6 568	8 955	-2 387
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	6 541	881	5 660
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	27	8 074	-8 047
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	38 695	35 662	3 033
Variations de juste valeur des éléments couverts	29 895	8 800	21 095
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	8 800	26 862	-18 062
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	45 263	44 617	646

(en milliers d'euros)	30/06/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	9 590	12 730	-3 140
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	9 582	691	8 891
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	8	12 039	-12 031
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	74 189	71 157	3 032
Variations de juste valeur des éléments couverts	59 671	14 518	45 153
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	14 518	56 639	-42 121
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	83 779	83 887	-108

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	9 637	8 739	8 635
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	199	1 956	1 424
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)			
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	9 836	10 695	10 059

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-45	-23	-12
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-58	-118	-59
Autres produits (charges) nets	-728	-1 147	472
Produits (charges) des autres activités	-831	-1 288	401

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charges de personnel	37 940	72 041	35 331
Impôts et taxes	2 135	5 033	2 316
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	24 750	45 435	21 597
Charges d'exploitation	64 825	122 509	59 244

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Salaires et traitements	20 545	37 708	18 762
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	2 242	4 149	2 041
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	142	1 684	81
Autres charges sociales	7 959	14 934	7 325
Intéressement et participation	3 950	7 994	4 125
Impôts et taxes sur rémunération	3 102	5 572	2 997
Total charges de personnel	37 940	72 041	35 331

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux amortissements	-2 510	-5 716	-2 729
- immobilisations corporelles	-2 490	-5 378	-2 634
- immobilisations incorporelles	-20	-338	-95
Dotations aux dépréciations	0	58	59
- immobilisations corporelles	0	-55	37
- immobilisations incorporelles	0	113	22
Total	-2 510	-5 658	-2 670

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-58 584	-152 934	-126 866
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-629	-2 137	0
Prêts et créances	-54 415	-129 733	-114 029
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			0
Autres actifs	-73	-248	0
Engagements par signature	-3 405	-18 769	-11 056
Risques et charges	-62	-2 047	-1 781
Reprises de provisions et de dépréciations	41 396	114 503	101 276
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	409	409
Prêts et créances	36 413	101 920	94 326
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			0
Autres actifs	134		
Engagements par signature	4 723	11 532	6 374
Risques et charges	126	642	167
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-17 188	-38 431	-25 590
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	0	0	0
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-101	-157	-51
Récupérations sur prêts et créances amortis	348	369	231
Décotes sur crédits restructurés	-17	-24	-1
Pertes sur engagements par signature	-60	-24	0
Autres pertes			-166
Coût du risque	-17 018	-38 267	-25 577

L'accroissement de la provision collective est lié à un durcissement des paramètres de défaut, en cohérence avec les politiques du Groupe Crédit Agricole.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	581	122	110
Plus-values de cession	581	352	161
Moins-values de cession		-230	-51
Gains ou pertes sur autres actifs	581	122	110

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charge d'impôt courant	-18 189	-32 169	-15 043
Charge d'impôt différé	5 554	3 725	1 622
Charge d'impôt de la période	-12 635	-28 444	-13 421

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2011

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	49 121	34,43%	16 912
Effet des différences permanentes			-3 159
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			22
Effet de l'imposition à taux réduit			-66
Effet des autres éléments			-1 074
Taux et charge effectif d'impôt		25,72%	12 635

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2011.

31/12/2010

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	95 630	34,43%	32 925
Effet des différences permanentes			-1 987
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			0
Effet de l'imposition à taux réduit			-619
Effet des autres éléments			-1 875
Taux et charge effectif d'impôt		29,74%	28 444

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

(en milliers d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	
Variation de juste valeur		-5 123	-225		-5 348
Transfert en compte de résultat					0
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)	0	-5 123	-225	0	-5 348
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)	0	-5 123	-225	0	-5 348
Variation de juste valeur		-3 552	1 247		-2 305
Transfert en compte de résultat					0
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-126	-126
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)	0	-3 552	1 247	-126	-2 431
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (1)	0	-3 552	1 247	-126	-2 431
Variation de juste valeur		146	-15		131
Transfert en compte de résultat					0
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)	0	146	-15	0	131
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)	0	146	-15	0	131

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Montant brut	(41)	(3 833)	(5 671)
Impôt	187	281	548
Total net	146	(3 552)	(5 123)

4. Informations sectorielles

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 réalise l'intégralité de son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 935	9 808
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	6 935	9 808
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	695	660
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	695	660
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	6 240	9 148
Valeur au bilan	6 935	9 808

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 050	5 139
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	5 050	5 139

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	5 050	5 139
Valeur au bilan	5 050	5 139

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	32 136	1 993		12 362	1 491	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	418 271	9 466	3 057	392 130	11 928	5 631
Actions et autres titres à revenu variable	23 355	718	553	24 466	977	456
Titres de participation non consolidés	315 734	10 149	9 594	315 514	9 919	9 349
Total des titres disponibles à la vente	789 496	22 326	13 204	744 472	24 315	15 436
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	789 496	22 326	13 204	744 472	24 315	15 436
Impôts		-4 365	-1 426		-4 938	-2 096
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		17 961	11 778		19 377	13 340

(1) dont - 4,655 M€ comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 30/06/2011

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	4 904	2 620
dont comptes ordinaires débiteurs sains	4 904	2 620
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	3 687	4 800
Titres non cotés sur un marché actif		27
Autres prêts et créances		
Total	8 591	7 447
Créances rattachées	17	25
Dépréciations		
Valeur nette	8 608	7 472
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	10 293	9 276
Comptes et avances à terme	577 023	583 615
Titres non cotés sur un marché actif		10
Prêts subordonnés	20 500	20 500
Total	607 816	613 401
Créances rattachées	10 858	7 593
Dépréciations		
Valeur nette	618 674	620 994
Valeur au bilan	627 282	628 466

Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	30 948	26 000
Autres concours à la clientèle	6 080 851	6 043 350
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	29 500	29 500
Titres non cotés sur un marché actif	1 714	1 714
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	76 006	66 802
Comptes ordinaires débiteurs	35 209	24 322
Total	6 254 228	6 191 688
Créances rattachées	55 270	52 570
Dépréciations	-243 651	-229 724
Valeur nette au bilan	6 065 847	6 014 534

Créances apportées en garantie :

Au cours du 1er semestre 2011, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a apporté 1 741 362 K€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 509 294 K€ en 2010. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le stock de créances apportées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 est de :

- 631 498 K€ de créances à Crédit Agricole s.a. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque De France, contre 641 978 K€ en 2010;
- 238 756 K€ de créances à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 291 438 K€ en 2010;
- 317 132 K€ de créances hypothécaires à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 310 024 K€ en 2010;
- 553 973 K€ de créances à Crédit Agricole s.a. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 265 853 K€ en 2010.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	616 407				616 407
Institutions non établissements de crédit	569 025	2 002	1 883		567 142
Grandes entreprises	979 984	64 234	52 473	30 150	897 361
Clientèle de détail	4 705 219	120 677	88 854	44 206	4 572 159
Total *	6 870 635	186 913	143 210	74 356	6 653 069
Créances rattachées nettes					40 060
Valeurs au bilan					6 693 129

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 18,725 millions d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	628 466				628 466
Institutions non établissements de crédit	484 114	2 008	1 398		482 716
Grandes entreprises	1 023 240	55 973	43 799	38 653	940 788
Clientèle de détail	4 684 334	125 756	95 219	24 359	4 564 756
Total *	6 820 154	183 737	140 416	63 012	6 616 726
Créances rattachées nettes					26 274
Valeurs au bilan					6 643 000

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17,6 millions d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	30/06/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Créances sur les établissements de crédit					0
Créances sur la clientèle	229 724		58 658	-44 732	243 650
dont dépréciations collectives	54 289		19 230	-4 564	68 955
dont filière aéronautique	2 618		855	-1 421	2 052
dont filière marchands de biens	4 094			-2 915	1 179
dont filière café, hôtel restaurant	2 012		155	-668	1 499
dont filière transports			672		672
Titres détenus jusqu'à l'échéance					0
Actifs financiers disponibles à la vente	4 026		629		4 655
Autres actifs financiers	1 391		73	-134	1 330
Total des dépréciations d'actifs financiers	235 141	0	59 360	-44 866	249 635

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	4 355	7 215
dont comptes ordinaires créditeurs	781	2 531
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Sous-total	4 355	7 215
Dettes rattachées	14	22
Total	4 369	7 237
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	41 424	39 940
Comptes et avances à terme	4 016 162	3 779 953
Sous-total	4 057 586	3 819 893
Dettes rattachées	9 707	11 461
Total	4 067 293	3 831 354
Valeur au bilan	4 071 662	3 838 591

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	1 672 075	1 767 480
Comptes d'épargne à régime spécial	25 448	25 134
Autres dettes envers la clientèle	668 644	552 486
Titres donnés en pension livrée		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des		
Total	2 366 167	2 345 100
Dettes rattachées	10 334	16 386
Valeur au bilan	2 376 501	2 361 486

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	249 430	380 060
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		25
Total	249 430	380 085
Dettes rattachées	954	886
Valeur au bilan	250 384	380 971
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	25 005	30 005
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Total	25 005	30 005
Dettes rattachées	802	402
Valeur au bilan	25 807	30 407

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Solde 30/06/2011
Valeur brute	5 153			5 153
Amortissements et dépréciations	-1 870	-58		-1 928
Valeur au bilan	3 283	-58	0	3 225

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie « à dire d'expert », s'élève à 3 225 milliers d'euros au 30 juin 2011 contre 3 283 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Solde 30/06/2011
Immobilisations corporelles d'exploitation				
Valeur brute	116 003	2 527	-445	118 085
Amortissements & Dépréciations (1)	-76 627	-2 490	75	-79 042
Valeur au bilan	39 376	37	-370	39 043
Immobilisations incorporelles				
Valeur brute	12 712	2		12 714
Amortissements & Dépréciations	-8 646	-20		-8 666
Valeur au bilan	4 066	-18	0	4048

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2011
Risques sur les produits épargne logement	6 185		44		-830		5 399
Risques d'exécution des engagements par signature	9 804		3 405		-4 723		8 486
Risques opérationnels	7 349		382	-382			7 349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	784		524				1 308
Litiges divers	6 209		62	-1 578	-53		4 640
Participations	0						0
Restructurations	0						0
Autres risques	1 201		1 430	-1 062	-318	3 500	4 751
Total	31 532	0	5 847	-3 022	-5 924	3 500	31 933

Les autres mouvements sont relatifs au TIE sur les Dépôts à terme à taux progressifs.

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	10 292	
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	705 589	681 310
Ancienneté de plus de 10 ans	325 107	334 740
Total plans d'épargne-logement	1 040 988	1 016 050
Total comptes épargne-logement	159 293	158 345
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 200 281	1 174 395

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :	10 340	12 062
Comptes épargne-logement :	32 988	36 070
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	43 328	48 132

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	440	657
Ancienneté de plus de 10 ans	4 138	4 751
Total plans d'épargne-logement	4 578	5 408
Total comptes épargne-logement	821	777
Total provision au titre des contrats épargne-logement	5 399	6 185

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.10. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2011 de la Caisse Régionale

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	1 481 617
Dont part du Public	1 436 216
Dont part Crédit Agricole S.A.	
Dont part Auto-détenue	45 401
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 165 535
Dont part du Public	
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 165 535
Parts sociales	1 999 601
Dont 45 Caisses Locales	1 999 510
Dont 18 administrateurs de la CR	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1
TOTAL	4 646 753

La valeur nominale des titres est de 16,00 € et le montant total du capital est 74 348 K€.

➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 a approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 3,20%.

De même, les Assemblées Générales des Caisses Locales ont approuvé le versement d'un intérêt net par part sociale de 3,00%.

Dividendes Caisse Régionale

Année de rattachement du dividende	Au titre des CCI	Au titre des CCA	Au titre des Parts Sociales
	Montant Net en k€	Montant Net en k€	Montant Net en k€
2007	5 225	4 068	1 440
2008	4 880	3 800	1 344
2009	5 105	3 974	1 216
2010	5 274	4 149	1 071

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 12 509 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Engagements donnés		
Engagements de financement	870 879	738 201
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	870 879	738 201
Ouverture de crédits confirmés	512 742	513 532
- Ouverture de crédits documentaires	2 879	5 364
- Autres ouvertures de crédits confirmés	509 863	508 168
Autres engagements en faveur de la clientèle	358 137	224 669
Engagements de garantie	203 161	196 720
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	8 398	6 843
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	8 398	6 843
. Engagements d'ordre de la clientèle	194 763	189 877
Cautions immobilières	71 772	79 881
Garanties financières	40 392	33 645
Autres garanties d'ordre de la clientèle	82 599	76 351
Engagements reçus		
Engagements de financement	300 442	250 133
. Engagements reçus d'établissements de crédit	300 442	250 133
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	1 977 746	1 887 048
. Engagements reçus d'établissements de crédit	285 617	279 245
. Engagements reçus de la clientèle	1 692 129	1 607 803
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	196 302	196 495
Autres garanties reçues	1 495 827	1 411 308

7. Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31 n'a pas opéré en 2010 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés

(en millions d'euros)	30/06/2011		31/12/2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
ACTIFS				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	627 282	627 309	628 466	628 466
Prêts et créances sur la clientèle	6 065 847	5 945 337	6 014 534	5 775 482
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	42 893	42 373	46 756	47 245
PASSIFS				
Dettes envers les établissements de crédits	4 071 662	4 074 553	3 838 591	3 866 578
Dettes envers la clientèle	2 376 501	2 376 501	2 361 486	2 361 486
Dettes représentées par un titre	250 384	250 384	380 971	380 971
Dettes subordonnées	25 807	25 807	30 407	30 407

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 935	0	6 935	0	9 808	0	9 808	0
Créances sur les établissements de crédit	0				0			
Créances sur la clientèle	0				0			
Titres reçus en pension livrée	0				0			
Titres détenus à des fins de transaction	695	0	695	0	660	0	660	0
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0				0			
Actions et autres titres à revenu variable	695		695		660		660	
Instruments dérivés	6 240		6 240		9 148		9 148	
Actifs financiers disponibles à la vente	789 496	352 756	436 740	0	744 472	294 557	449 915	0
Effets publics et valeurs assimilées	32 136	32 136			12 362	12 362		
Obligations et autres titres à revenu fixe	418 271	320 620	97 651		392 130	282 195	109 935	
Actions et autres titres à revenu variable	339 089		339 089		339 980		339 980	
Créances disponibles à la vente	0				0			
Instruments dérivés de couverture	25 102		25 102		27 080		27 080	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	821 533	352 756	468 777	0	781 360	294 557	486 803	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :			Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :		
		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3		Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 050	0	5 050	0	5 139	0	5 139	0
Titres vendus à découvert	0				0			
Titres donnés en pension livrée	0				0			
Dettes représentées par un titre	0				0			
Dettes envers la clientèle	0				0			
Dettes envers les établissements de crédit	0				0			
Instruments dérivés	5 050		5 050		5 139		5 139	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0				0			
Instruments dérivés de couverture	48 639		48 639		60 450		60 450	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	53 689	0	53 689	0	65 589	0	65 589	0

9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur à la clôture n'a donné lieu à un ajustement.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Méthode au 30 juin 2011	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011
Caisse Régionale Toulouse 31	France	Mère	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Caisses locales Midi Toulousain	France	Mère	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Force Toulouse Diversifié	France	Globale	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Ozonne Institutionnel	France	Globale	99,74%	99,74%	99,74%	99,74%
Toulouse 31 Court Terme	France	Globale	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
Toulouse 31 Obligations	France	Globale	99,97%	99,98%	99,97%	99,98%

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

DECLARATION PERSONNES PHYSIQUES AU 30 JUIN 2011

DECLARATIONS DES PERSONNES PHYSIQUES

Je soussigné, Yvon MALARD, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, atteste à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Toulouse,
Le 22 juillet 2011

Le Directeur Général

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951

Siège social : 6 Place Jeanne d'Arc, 31005 Toulouse
N°: 776 916 207 RCS TOULOUSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 30 JUIN 2011

SYGNATURES S.A.
8, chemin de la Terrasse
B.P. 45122
31512 Toulouse Cedex 5
S.A. au capital de € 304.897,71

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Toulouse

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Toulouse 31, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Toulouse et Paris-La Défense, le 3 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

SYGNATURES S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Michel Tudel
Directeur Général

Laure Mulin
Associée Technique

Pierre Hurstel